



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Agence Régionale de Santé
d'Auvergne-Rhône-Alpes
Délégation départementale
du Puy-de-Dôme

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

ARRÊTÉ N°

20240357

AUTORISANT

**la distribution au public
d'eau destinée à la consommation humaine et
le prélèvement au titre du code de l'environnement**

DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE

**la dérivation des eaux souterraines,
l'instauration des périmètres de protection du point d'eau et les travaux
correspondants**

pour les captages et forages

**DANSADOUR, LA GARDE, SOUS LES FAYARDS, LE LAVOIR, LA MARUE,
JOUVET, L'ESTIVAL, LES MONTILLES, PALLAYES OUEST, PALLAYES EST, BOYER
et le forage de NOVACELLES**

SIAEP du HAUT LIVRADOIS

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212-2 ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU** le Code Rural et de la Pêche maritime ;
- VU** le Code Forestier ;
- VU** les articles L 1321-1 à L.1321-10, R 1321-1 à R 1321-63 du Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code de l'Environnement notamment les articles L 211-1, L 214-1 à L 214-11, L 215-13, R 214-1 à R 214-60 ;
- VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique notamment les articles L 1, L 121-1 à L 121-5, L 122-1 à 3, L 132-1 à 4, L 311-1 à L 311-6, R 112-1 à 24, R 121-1, R 131-1 à 14 et R 132-1 à 4 ;
- VU** les articles L 153-43 et L153-60 du Code de l'Urbanisme relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;
- VU** le Code Minier notamment les articles L 411-1 et L 411-2 ;
- VU** le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application modifié n°55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 7 août 2006, portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.2.0, de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007, modifié par l'arrêté du 9 décembre 2015 et du 4 août 2017, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Dore Amont approuvé le 07 mars 2014 ;

VU la délibération en date du 10 mars 2020, par laquelle le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Haut-Livradois a décidé de poursuivre la procédure administrative de protection des captages cités dans ce présent arrêté ;

VU les avis favorables pour l'ensemble des captages en octobre 2003, en janvier 2011 pour le forage de NOVACELLES, des avis complémentaires en janvier 2018 pour le forage de NOVACELLES et en septembre 2021 pour le captage de l'ESTIVAL, de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Puy-de-Dôme, M. Marc CHALIER ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête publique, à laquelle il a été procédé du 12 octobre au 28 octobre 2023 inclus en mairies de Medeyrolles, Saint-Alyre d'Aranc et de Novacelles, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête n°20231189 en date du 11 juillet 2023 ;

VU les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du CODERST du Puy-de-Dôme en séance du 16 février 2024 ;

CONSIDERANT l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE ;

CONSIDERANT le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine FRGG143 Madeleine BV Allier ainsi que la nécessité d'anticiper les effets du changement climatique ;

CONSIDERANT que les ressources exploitées sont nécessaires pour assurer l'alimentation en eau du territoire du SIAEP Haut Livradois notamment les communes de DORE L'EGLISE, MAYRES, MEDEYROLLES, NOVACELLES, SAINT-ALYRE D'ARLANC, SAINT-SAUVEUR LA SAGNE et quelques écarts de la commune d'ARLANC situées dans le département du Puy-de-Dôme ;

CONSIDERANT la présence d'installations telles que routes départementales et activités agricoles potentiellement génératrices de pollutions chroniques et accidentelles dans les bassins versants des ressources exploitées par le SIAEP Haut Livradois ;

CONSIDERANT la vulnérabilité du système hydrogéologique des ressources vulnérables aux infiltrations ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captages d'eaux destinées à la consommation est impérative ;

CONSIDERANT que l'eau des ressources précitées dans ce présent arrêté ne sont pas conformes aux limites et références de qualité concernant l'agressivité de l'eau ;

CONSIDERANT la proposition de la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes, Mme Cécile COURREGES, nommée par décret du 19 avril 2023 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARTICLE 1 - Autorisation de production et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique notamment l'article L 1321-7, le Syndicat Intercommunal de l'Alimentation en Eau Potable du Haut Livradois est autorisé à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel à partir des points de prélèvement mentionnés à l'article 3 pour la production et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

ARTICLE 2 - Autorisation de traitement de l'eau en vue de sa distribution pour la consommation humaine

Conformément à l'article R 1321-8 du Code de la Santé Publique, le SIAEP du Haut Livradois est autorisé à effectuer, avant distribution pour la consommation humaine, des traitements de désinfection et de correction de l'agressivité des eaux issues des captages visés par le présent arrêté (*sous réserve que les produits, procédés et matériaux utilisés soient autorisés pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine*).

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 3 - Régime de prélèvement au titre du Code de l'Environnement

Les captages ou points de prélèvement concernés par ce présent arrêté sont soumis à déclaration, au titre des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement (rubrique 1.1.1.0 de l'article R 214-1 du code de l'Environnement).

Les prélèvements réalisés par l'ensemble des captages ou points de prélèvement sont situés sur la masse d'eau FRG143 "Madeleine BV Allier". Ainsi, le cumul des prélèvements de l'ensemble des points d'eau sur la masse d'eau correspond à un volume supérieur à 200 000 m³/an, et est donc soumis à autorisation au titre des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement (rubrique 1.1.2.0, de l'article R 214-1 du code de l'Environnement).

L'arrêté du 11 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 7 août 2006, portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement et l'arrêté du 11

septembre 2003 modifié portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.2.0, de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, devront être respectées.

Le débit de prélèvement ne pourra excéder les limites fixées dans le tableau suivant :

Nom du captage ou point de prélèvement	Code BRGM	Communes desservies	Code SISE-Eaux	Prélèvement maximum autorisé		Débit moyen		Débit maximum	
				m ³ /an		m ³ /j		m ³ /h	
LA GARDE	07437X0005	MEDEYROLLES	63000539	147	200750	0.40	550	0.07	96
DANSADOUR	07437X0065	MEDEYROLLES	63003964	9801		3626.9		4.68	
LA MARUE	07437X0078	DORE L'EGLISE	63003965	69213		189.6		33.05	
LE LAVOIR	07437X0004	NOVACELLES	63000537	29403		80.6		14.04	
SOUS LE FAYARD	07437X0064	MAYRES ST-ALYRE-D'ARLANC ST-SAUVEUR-LA-SAGNE	63000538	20125		55.1		9.61	
JOUVET	07437X0003	MEDEYROLLES	63000536	6785		18.6		3.24	
L'ESTIVAL	07437X0002	MEDEYROLLES	63000535	9047		24.8		4.32	
PALLAYES OUEST	07671X0047	NOVACELLES ST-ALYRE-D'ARLANC ST-SAUVEUR-LA-SAGNE	63000767	24104		66		11.51	
PALLAYES EST	07671X0048	ST-ALYRE-D'ARLANC	63000769	18094		49.6		8.64	
LES MONTILLES	07671X0003		63000768	10262		28.1		4.90	
BOYER 1	07435X0027	NOVACELLES	63000590	3770	10.3	1.90			
FORAGE DE NOVACÉLLES		DORE L'EGLISE NOVACELLES MAYRES ST-ALYRE-D'ARLANC ST-SAUVEUR-LA-SAGNE	63007357	29200	80	5			
TOTAL					229950	630	101		

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 4 - Déclaration d'utilité publique

En application de l'article L 215-13 du Code de l'Environnement et de l'article L 1321-2 du Code de la Santé Publique, sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par le SIAEP du Haut Livradois en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir des points de prélèvement mentionnés à l'article 3,
- l'instauration des périmètres de protection, de ces points de prélèvement, des servitudes d'accès et de raccordement.

ARTICLE 5 - Périmètres de protection du point de prélèvement

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des points de prélèvement mentionné à l'article 3. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires, joints en annexe du présent arrêté.

Dans le cas où le périmètre de protection immédiate se trouve sur une ou des parcelles enclavées, la collectivité devra prendre toutes dispositions en vue de créer un accès aux ouvrages, y compris au trop-plein/vidange, soit par acquisition (par voie amiable ou par voie d'expropriation), soit par création de servitudes de passage.

5.1 - Périmètre de protection immédiate (PPI)

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection immédiate figure au tableau ci-dessous.

Nom du captage ou point de prélèvement	Code BRGM	Code Sise-eaux	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection immédiate		
			Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
LA GARDE	07437X0005	63000539	MEDEYROLLES	AD	1 pour partie
DANSADOUR	07437X0065	63003964	MEDEYROLLES	AD	176 pour partie 177 pour partie
LA MARUE	07437X0078	63003965	MEDEYROLLES	AN	74 pour partie

LE LAVOIR	07437X0004	63000537	MEDEYROLLES	AM	402 en totalité 406 en totalité 408 en totalité 409 en totalité 410 en totalité 417 en totalité 418 en totalité 426 en totalité 428 en totalité 429 en totalité 430 en totalité 432 en totalité 70 pour partie 83 pour partie 84 pour partie 87 pour partie 88 pour partie 89 pour partie 91 pour partie 92 pour partie 317 pour partie 318 pour partie 330 pour partie 335 pour partie 336 pour partie 395 pour partie 396 pour partie 405 pour partie 407 pour partie 425 pour partie 427 pour partie 431 pour partie
SOUS LE FAYARD	07437X0064	63000538	MEDEYROLLES	AO	169 en totalité 171 en totalité 87 pour partie 100 pour partie 101 pour partie 102 pour partie 103 pour partie 104 pour partie 105 pour partie 106 pour partie 168 pour partie
JUVET	07437X0003	63000536	MEDEYROLLES	AM	434 en totalité 433 pour partie
L'ESTIVAL	07437X0002	63000535	MEDEYROLLES	AL	64 pour partie 79 pour partie 230 pour partie

PALLAYES OUEST	07671X0047	63000767	ST-ALYRE-D'ARLANC	AP	230 pour partie 231 pour partie 233 pour partie 234 pour partie 237 pour partie 242 pour partie 243 pour partie 244 pour partie
PALLAYES EST	07671X0048	63000769	ST-ALYRE-D'ARLANC	AO	28 en totalité 40 en totalité 26 pour partie 27 pour partie 33 pour partie 34 pour partie 37 pour partie 39 pour partie 41 pour partie 42 pour partie
LES MONTILLES	07671X0003	63000768	ST-ALYRE-D'ARLANC	AP	Captage : 82 pour partie 136 pour partie 137 pour partie 144 pour partie Regard intermédiaire : 189 pour partie
BOYER 1	07435X0027	63000590	NOVACELLES	AI	Captage : 603 en totalité 522 pour partie 523 pour partie 533 pour partie 534 pour partie 535 pour partie 591 pour partie 602 pour partie Regard intermédiaire : 606 en totalité 607 pour partie
FORAGE DE NOVACELLES		63007357	NOVACELLES	ZE	24 pour partie

L'aire du périmètre de protection immédiate est définie conformément aux annexes I et II du présent arrêté.

Prescriptions générales :

Les emprises des parcelles doivent être acquises en pleine propriété par la collectivité dans les plus brefs délais (*sauf cas particulier prévu à l'article L 1321-2 du CSP*).

A défaut d'accord amiable, la collectivité est autorisée, après obtention de l'arrêté de cessibilité, à acquérir par voie d'expropriation, dans un délai de 5 ans, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate, doit être clos de façon à en interdire l'accès, tant aux animaux qu'aux personnes non autorisées. L'herméticité des enceintes sera régulièrement vérifiée et rétablie si besoin sans délai.

L'emprise du périmètre de protection immédiate sera régulièrement entretenue mécaniquement et non chimiquement; la couverture végétale doit être constituée de prairie naturelle uniquement. En l'absence de ce tapis naturel, l'ensemencement sera permis pour sa mise en place ou sa restauration.

L'apport ou l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires est interdit. Les travaux de gestion du sol devront être réalisés avec le minimum de risques pour les captages. La végétation arbustive et les arbres seront abattus sans dessouchage. Cependant cette pratique est autorisée à l'occasion de travaux de reprise des drains. Les produits de défrichage et/ou de coupe seront évacués sans délai en dehors des périmètres de protection. Les feux sont interdits.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdits :

- Toute activité, toute circulation, toute construction, tout travaux, tout aménagement et occupation des lieux qui ne sont pas directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages liés à la production et la distribution d'eau potable et du périmètre de protection immédiate, ou par la protection de la ressource en eau.
- Tout épandage, tout stockage et tout dépôt même temporaire sauf les quantités nécessaires au fonctionnement du traitement de l'eau.
 - Tout nouvel ouvrage de prélèvement, sauf autorisation préfectorale préalable.
 - Le stationnement, le ravitaillement et/ou l'entretien de véhicules et matériels motorisés.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée, par stagnation, infiltration ou ruissellement des eaux de surface.

L'accès aux périmètres de protection immédiate et leur clôture, aux regards et sortie trop-plein en vue de leur exploitation, raccordement et entretien, se fait par création de servitudes d'accès à travers les parcelles de la commune cadastrées :

- **DANSADOUR** : Commune Médeyrolles, section AD parcelles 176 et 177 ;
- **LA GARDE** : Commune Médeyrolles, section AD parcelle 1 ;
- **SOUS LES FAYARDS** : Commune Médeyrolles, section AO parcelles 85 , 86, 87et 100 ;
- **LE LAVOIR** : Commune Médeyrolles, section AM parcelles 84, 85, 86, 335, 336 et 425 ;
- **LA MARUE** : Commune Médeyrolles, section AN parcelle 74 ;
- **JOUVET** : Commune Médeyrolles, section AM parcelles 103, 115, 129, 153, 385 et 387 section AL parcelles 107, 108, 118, 119, 121, 124, 128, 132, 134, 154, 155 et 156 section AK parcelles 375, 386 et 433;
- **L'ESTIVAL** : Commune Médeyrolles, section AL parcelles 11 et 64 ;
- **LES MONTILLES** : Commune Saint-Alyre-d'Arlanc, pour le captage, section AP parcelles 137, 138 et 139, pour le regard intermédiaire section AP parcelle 189 ;
- **PALLAYES OUEST** : Commune Saint-Alyre-d'Arlanc, section AO parcelles 284, 285 et 286 section AP parcelles 205, 206, 207, 237, 238, 240, 241, 242, 243 et 244 ;
- **PALLAYES EST** : Commune Saint-Alyre-d'Arlanc ;
- **BOYER 1** : Commune Novacelles, pour le captage, section AI parcelle 606, pour le regard intermédiaire section AI parcelles 602 et 606 ;

FORAGE : Commune Novacelles, section ZE parcelle 24 ;

L'accès aux périmètres de protection et le passage des canalisations se feront par une piste de 3 mètres de largeur. Cette piste sera maintenue ouverte et en bon état pour le passage des agents du syndicat.

Les servitudes de passage pourront être modifiées après accord amiable entre la collectivité et les propriétaires (sous réserve de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral).

5.2 - Périmètres de protection rapprochée (PPR)

La liste des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée (PPR) figure au tableau ci-dessous :

Nom du captage ou point de prélèvement	Code BRGM	Code Sise-eaux	Références cadastrales des parcelles du périmètre de protection immédiate		
			Commune d'implantation	N° section	N° parcelle
LA GARDE	07437X0005	63000539	MEDEYROLLES	AD	1 pour partie
DANSADOUR	07437X0065	63003964	MEDEYROLLES	AD	128 à 145 en totalité 159 en en totalité 160 en totalité 176 pour partie 177 pour partie
LA MARUE	07437X0078	63003965	MEDEYROLLES	AN	1 pour partie 74 pour partie

LE LAVOIR	07437X0004	63000537	MEDEYROLLES	AM	65 en totalité 68 en totalité 69 en totalité 79 en totalité 85 en totalité 86 en totalité 90 en totalité 96 en totalité 97 en totalité 98 en totalité 99 en totalité 100 en totalité 101 en totalité 102 en totalité 302 en totalité 303 en totalité 304 en totalité 305 en totalité 306 en totalité 307 en totalité 308 en totalité 309 en totalité 310 en totalité 311 en totalité 312 en totalité 313 en totalité 315 en totalité 316 en totalité 319 en totalité 322 en totalité 323 en totalité 324 en totalité 325 en totalité 326 en totalité 327 en totalité 328 en totalité 331 en totalité 334 en totalité 373 en totalité 374 en totalité 376 en totalité 391 en totalité 392 en totalité 399 en totalité 400 en totalité 401 en totalité 429 en totalité 431 en totalité 441 en totalité 442 en totalité 70 pour partie 83 pour partie 84 pour partie 87 pour partie 88 pour partie
-----------	------------	----------	-------------	----	---

					89 pour partie. 91 pour partie 92 pour partie 317 pour partie 318 pour partie 330 pour partie 335 pour partie 336 pour partie 395 pour partie 396 pour partie 405 pour partie 407 pour partie 425 pour partie 427 pour partie
SOUS LE FAYARD	07437X0064	63000538	MEDEYROLLES	AO	85 en totalité 86 en totalité 98 en totalité 99 en totalité 107 en totalité 108 en totalité 109 en totalité 110 en totalité 111 en totalité 115 en totalité 116 en totalité 118 à 147 en totalité 150 en totalité 151 en totalité 154 en totalité 166 en totalité 167 en totalité 170 en totalité 87 pour partie 100 pour partie 101 pour partie 102 pour partie 103 pour partie 104 pour partie 105 pour partie 106 pour partie 153 pour partie 168 pour partie

JOUVET	07437X0003	63000536	MEDEYROLLES	AM	145 en totalité 146 en totalité 147 en totalité 148 en totalité 149 en totalité 150 en totalité 151 en totalité 152 en totalité 153 en totalité 187 en totalité 188 en totalité 189 en totalité 191 en totalité 192 en totalité 193 en totalité 194 en totalité 233 en totalité 234 en totalité 266 en totalité 267 en totalité 268 en totalité 269 en totalité 271 en totalité 272 en totalité 278 en totalité 378 en totalité 381 en totalité 423 en totalité 424 en totalité 262 pour partie 263 pour partie 264 pour partie 265 pour partie 270 pour partie
L'ESTIVAL	07437X0002	63000535	MEDEYROLLES	AL	64 pour partie 79 pour partie 230 pour partie

PALLAYES OUEST	07671X0047	63000767	ST-ALYRE- D'ARLANC	AP	227 en totalité 228 en totalité 229 en totalité 232 en totalité 235 en totalité 245 en totalité 246 en totalité 247 en totalité 248 en totalité 249 en totalité 276 en totalité 217 pour partie 230 pour partie 231 pour partie 233 pour partie 234 pour partie 237 pour partie 242 pour partie 243 pour partie 244 pour partie
PALLAYES EST	07671X0048	63000769	ST-ALYRE- D'ARLANC	AO	24 en totalité 25 en totalité 31 en totalité 32 en totalité 35 en totalité 36 en totalité 38 en totalité 43 en totalité 44 en totalité 49 en totalité 52 en totalité 53 en totalité 54 en totalité 55 en totalité 56 en totalité 354 en totalité 355 en totalité 356 en totalité 357 en totalité 26 pour partie 27 pour partie 33 pour partie 34 pour partie 37 pour partie 39 pour partie 41 pour partie 42 pour partie

<p style="text-align: center;">LES MONTILLES</p>	<p style="text-align: center;">07671X0003</p>	<p style="text-align: center;">63000768</p>	<p style="text-align: center;">ST-ALYRE- D'ARLANC</p>	<p style="text-align: center;">AP</p> <p>Captage :</p> <p>83 en totalité 84 en totalité 85 en totalité 86 en totalité 87 en totalité 88 en totalité 89 en totalité 90 en totalité 91 en totalité 93 en totalité 133 en totalité 135 en totalité 298 en totalité 299 en totalité 82 pour partie 136 pour partie 137 pour partie 144 pour partie</p>
---	---	---	--	---

BOYER 1	07435X0027	63000590	NOVACELLES	AI 518 en totalité 519 en totalité 520 en totalité 521 en totalité 524 en totalité 525 en totalité 526 en totalité 527 en totalité 536 en totalité 538 en totalité 539 en totalité 540 en totalité 579 en totalité 590 en totalité 752 en totalité 753 en totalité 754 en totalité 755 en totalité 757 en totalité 758 en totalité 760 en totalité 761 en totalité 763 en totalité 764 en totalité 766 en totalité 768 en totalité 770 en totalité 772 en totalité 773 en totalité 774 en totalité 775 en totalité 522 pour partie 523 pour partie 533 pour partie 534 pour partie 535 pour partie 591 pour partie
---------	------------	----------	------------	---

FORAGE DE NOVACELLES	63007357	NOVACELLES	ZE	19 en totalité 20 en totalité 27 en totalité 65 en totalité 97 en totalité 112 en totalité 115 en totalité 116 en totalité 119 en totalité 120 en totalité 121 en totalité 122 en totalité 125 en totalité 126 en totalité 127 en totalité 128 en totalité 129 en totalité 130 en totalité 131 en totalité 160 en totalité 274 en totalité 275 en totalité 276 en totalité 277 en totalité 196 en totalité 197 en totalité 198 en totalité 199 en totalité 200 en totalité 21 pour partie 24 pour partie 201 pour partie 202 pour partie
----------------------	----------	------------	----	--

L'aire des périmètres de protection rapprochés sont définies conformément aux annexes I et II du présent arrêté.

Prescriptions générales au sein des périmètres de protection rapprochée :

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée **sont autorisés** toute activité, toute circulation, toute construction, tout travaux, tout aménagement et occupation des lieux qui sont directement nécessités par la surveillance, l'exploitation et l'entretien des ouvrages liés à la production et la distribution d'eau potable et du périmètre de protection immédiate, ou par la protection de la ressource en eau.

Dans ces périmètres de protection rapprochée **sont interdits** tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux notamment :

Travail du sol et du sous-sol

- Le remblaiement d'excavations à ciel ouvert,
- Le remblaiement avec des matériaux non inertes,
- Tout décaissement venant à mettre à nu la nappe ou tout creusement susceptible de modifier les circulations d'eau superficielles ou souterraines,

- Le décapage de la couverture pédologique, le sous solage, le labour profond, le dessouchage (*risque de déstructuration du sol*).

Construction, aménagement et occupation du sol

- L'établissement de toute construction nouvelle (aérienne ou souterraine) même provisoire quelle que soit sa destination,
 - * *excepté les constructions liées à l'adduction d'eau publique ou les travaux de rénovation de l'existant.*
- Tout aménagement entraînant la concentration d'animaux même provisoire (abri, hébergement pour animaux, parc de contention, stabulation, enclos à gibier...),
- L'installation de tombes, la création de cimetières, l'enfouissement de cadavres d'animaux,
- L'ouverture et l'exploitation de zones d'emprunt, de mines ou de carrières,
- Tout nouveau forage, puits ou captage de sources,
 - * *excepté celui destiné à l'alimentation en eau potable d'une collectivité ou celui destiné à une étude spécifique qui fera néanmoins l'objet d'un avis préalable de l'autorité sanitaire.*
- Les forages géothermiques verticaux,
- L'établissement d'ouvrages hydrauliques modifiant les circulations d'eau superficielles ou souterraines (irrigation, drainages, fossés, biefs, canaux, prises d'eau, étangs, retenues collinaires, mares, plan d'eau ou toute autre pièce d'eau ...),
- L'aménagement et l'installation d'activité piscicole ou aquacole,
- Le camping, caravaning et tout aménagement touristique et/ou de loisirs,
- Toute manifestation sportive, touristique ou autre devant amener un large public sur la zone.

Voies de communication

- La création de voies de communication (routes, chemins, pistes, voies ferroviaires ...),
 - * *excepté celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau, de parcelles enclavées ou de la forêt ; (dans le respect des prescriptions notifiées ci-après) ; L'aménagement ou le réaménagement des voiries (élargissement, reprofilage, notamment) ou la modification substantielle, dont la déviation des voies existantes, sera porté à connaissance du bénéficiaire du présent arrêté.*

Le bénéficiaire du présent arrêté se rapprochera du gestionnaire du réseau routier ou des voies de communication pour préciser les mesures envisagées dans le cadre de la préservation des ressources en eau destinées à la consommation humaine. Les travaux à réaliser sont à la charge du bénéficiaire du présent arrêté (se référer à l'article 6 concernant les travaux).

Manipulation, rejet, épandage, dépôt, stockage et transit de polluants

- Huiles et hydrocarbures liquides ou gazeux,
 - * *excepté le ravitaillement du petit matériel nécessaire à l'exploitation des parcelles (tronçonneuses, scies ...) et le stockage du volume nécessaire à une journée de travail maximum, dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel (obligation d'un dispositif de rétention, stock de matières absorbantes ...).*
 - * *excepté en cas de travaux dans les conditions fixées au chapitre III.*

- Eaux usées,
- Fertilisants organiques (lisier, purin, fumier, boues de station d'épuration ...) et matières fermentescibles (produits d'ensilage, résidus verts, lactosérum ...),
 - * *excepté le stockage dans des locaux soumis à réglementation existants ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).*
- Fertilisants chimiques,
 - * *excepté le stockage dans des locaux soumis à réglementation existants ou dans les habitations existantes (quantités domestiques dans la mesure où des dispositions sont prises pour empêcher tout risque de diffusion d'une pollution dans le milieu naturel).*
 - * *excepté l'épandage dans les conditions précisées ci-après au chapitre « Dispositions complémentaires pour les pratiques agricoles ».*
- Produits phytopharmaceutiques et apparentés,
 - * *excepté l'épandage de produit de biocontrôle ne comportant aucune mention de danger, pour traitement ponctuel et localisé.*
- Ordures ménagères ou assimilés, immondices, déchets industriels, matières radioactives, résidus de curage de fossés ...,
- Mâchefers ou tout autre produit dérivé d'ordures ménagères pour tout type de travaux publics,
- Produits de traitement des routes,
- Tous autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

Engins à moteur

- La pratique de sports mécaniques,
- La pratique des opérations de vidange et d'entretien des véhicules,
- Le parcage de véhicules ou engins à moteur,
 - * *excepté sur des aménagements adaptés.*

Le cas échéant, le bénéficiaire du présent arrêté se rapprochera des propriétaires et/ou exploitants des parcelles concernées afin de préciser les mesures envisagées pour respecter cette prescription : mise en place de dispositif(s) limitant leur accès aux véhicules ou engins à moteur thermique (barrière verrouillable ou autre système similaire), par exemple.

- La pratique des opérations de vidange et d'entretien des véhicules.

Pratique particulière

- Les feux (branchage ou autre).
- Le déroctage,
- L'utilisation d'explosifs,
- L'usage de munitions à plomb pour la pratique de la chasse.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée, par stagnation infiltration ou ruissellement des eaux de surface.

Dispositions complémentaires pour les pratiques agricoles (1) :

Hormis les boues de station d'épuration, l'épandage d'engrais chimiques pour les captages, chimiques et organiques solides pour le forage de Novacelles est autorisé au sein du PPR, sous réserve de ne pas dépasser 60 unités d'azote/ha/an en moyenne à l'échelle de l'ensemble des

parcelles incluses dans le PPR, pour chaque exploitant. L'exploitant tiendra à jour un cahier d'épandage qui sera mis à disposition des services chargés du contrôle du présent arrêté.

Toute disposition devra être prise afin d'éviter une concentration de polluants ou de laisser un sol à nu suite à une pratique culturale et/ou au piétinement des animaux notamment :

- un couvert végétal sera maintenu même en hiver,
 - le pacage du bétail est autorisé sous réserve qu'il demeure extensif (charge moyenne annuelle inférieure ou égale à 1,4 UGB par hectare).
- L'apport en eau et nourriture se fera prioritairement en dehors du périmètre de protection rapprochée (PPR).

Dispositions complémentaires pour les pratiques sylvicoles (2) :

L'exploitation de la forêt et le renouvellement des plantations se feront de manière à ne pas bouleverser la couverture pédologique.

La collectivité bénéficiaire du présent arrêté et le cas échéant les autres collectivités concernées par l'emprise des périmètres de protection devront être tenues averties des travaux forestiers envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants, de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef, borne de balisage et limite des périmètres de protection...) ou autres (piézomètres...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (renforcement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...).

Des plans de circulation seront établis pour diminuer autant que possible les pistes et favoriser le travail de débusquage au treuil (dans le cas d'exploitation de troncs). Ce dernier sera la règle sur la zone proche des captages, à moins de 80 mètres des limites d'un PPI. Les voies seront balisées au sol et les conducteurs tenus de s'y conformer.

Le programme des travaux forestiers devra être positionné sur plan (parcelles exploitées, voies d'accès de manœuvre et de travail des engins forestiers ...) et défini (calendrier, nature, mode d'exploitation...). Les noms, les qualités et les responsabilités de chacun des intervenants devront être clairement définis.

Avant le début des travaux, un état des lieux sera dressé en présence de représentants des différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, la présence d'eau de surface, les clôtures des périmètres de protection immédiate, les bornes de balisage des canalisations, les canalisations et autres ouvrages enterrés....

A l'issue du chantier, le cas échéant, les surfaces seront remises en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées.... Une visite de réception de travaux sera organisée, elle pourra donner lieu à la demande par la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou de la Mairie de travaux de remise en état complémentaires et/ou de dispositions adaptées au contexte.

En outre, l'exploitation de la forêt, le débardage et l'entretien des chemins ou autres travaux réalisés avec des engins se feront en période où le sol est sec.

Les huiles utilisées sur le chantier dans les conditions du présent arrêté seront biodégradables. Les andains de bois seront disposés de façon préférentielle perpendiculairement à la pente. Les andains de terre et de débris de bois réalisés au pousseur à lame suivront les courbes de niveau, ceci afin de lutter contre l'érosion des sols.

Le chargement de tronc s'effectuera hors des périmètres sauf sur voies aménagées; **celles-ci devront se situer à plus de 80 mètres des limites d'un PPI**. Les places de dépôt doivent être implantées en dehors des périmètres de protection rapprochée.

Seront interdits au sein des périmètres de protection rapprochée :

- la réalisation de route forestière permanente ou piste temporaire pour le débardage à moins de 80 mètres des limites d'un PPI,
- les andains de bois dont la largeur dépasse trois mètres,
- le stockage des coupes au-delà de trois mois, sauf pour un usage domestique,
- l'écorçage,
- le franchissement directement dans l'eau des engins forestiers. Si le franchissement d'un écoulement (ruisseau ou autre) ou d'un milieu humide ne peut être évité, il devra s'effectuer sur un dispositif adapté (buses ou autre dispositif) installé à cet effet de manière temporaire.

Sera également interdit au sein des périmètres de protection rapprochée :

- l'usage de produits ou composés chimiques (agent répulsif ou autre) par pulvérisation, utilisation de diffuseurs ou autre moyen :

* *excepté les produits de biocontrôle ne comportant aucune mention de danger, pour traitement ponctuel et localisé.*

Cette prescription s'applique également pour les arbres ou autre végétaux **avant leur plantation** dans un périmètre de protection rapprochée (dès la pépinière par exemple).

La création d'une route forestière permanente ou piste temporaire sera tolérée à plus de 80 m des limites d'un PPI ; elle devra être réalisée autant que possible parallèlement aux courbes de niveau et pas dans le sens des plus grandes pentes.

A l'issue du chantier, l'accès aux pistes temporaires sera condamné de manière à ce qu'elles ne puissent plus servir à un tiers.

La coupe sera suivie d'une reforestation. Pour la plantation ; les essences devront être compatibles avec la préservation de la ressource en eau.

5.3 Prescriptions générales en cas de travaux autorisés ou d'intervention d'engins au sein des périmètres de protection immédiate (PPI) et/ou rapprochée (PPR)

La collectivité bénéficiaire du présent arrêté et le cas échéant les autres collectivités concernées par l'emprise des périmètres de protection devront être tenues averties des travaux envisagés, afin de pouvoir faire part aux intervenants, de la position des équipements liés à l'eau potable (captages, canalisations, trop-plein, bouches à clef, borne de balisage et limite des périmètres...) ou autres (piézomètres...) et de pouvoir envisager la prise de mesures préventives ou palliatives (renforcement du suivi analytique, augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources...).

Toute opération devra être réalisée dans les règles de l'art, avec le minimum de risques pour le(s) captage(s). Les entrepreneurs devront être informés des prescriptions particulières qui se rapportent à la zone des périmètres de protection pour prendre les dispositions nécessaires au respect des prescriptions notifiées dans ce présent arrêté. Tout intervenant dans cette zone devra être prévenu des mesures à prendre lors d'incident pour éviter toute pollution de l'eau.

Un plan d'intervention en cas de fuite ou de déversement de polluants sera préalablement élaboré et mis en place dans les plus brefs délais en cas de nécessité.

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter une pollution de la ressource captée par les travaux-directement ou indirectement. A cette fin:

- Le stockage sur le site d'un volume de matériaux absorbants correspondant au volume total des hydrocarbures présents sur le site sera obligatoire,
- Les travaux réalisés avec des engins se feront sur sol sec. On évitera de réaliser les travaux en période de risque d'intempéries,
- La durée des travaux devra être la plus courte possible en évitant les périodes entrecoupées de congés (jours fériés, congés de l'entreprise...),
- En cas d'arrêt du chantier pour cause d'intempérie, toutes précautions seront prises pour éviter l'invasion des fouilles par les eaux de ruissellement et leurs infiltrations en fond de fouille (levées de terre périphériques, fossés, bâches de protection...),
- Le nombre d'engins présents simultanément sur le site sera limité au strict minimum; les engins inutilisés seront évacués hors périmètre de protection (PPI/PPR*),
- Les engins utilisés devront être propres, révisés (les éléments usés, défectueux, fuyards, ... seront remplacés préalablement), sans fuite hydraulique. Une attestation de révision de chaque véhicule devra être fournie,
- Il ne sera toléré aucun démontage, remplacement de pièce, entretien sur site. En cas de panne nécessitant une telle intervention, l'engin sera déplacé hors périmètre de protection (PPI/PPR*),
- Le réservoir des engins utilisés sur le chantier (pelle hydraulique par exemple) ne devra contenir que la quantité de carburant adaptée au travail de la journée à effectuer. Leurs circuits hydrauliques seront alimentés en huile biodégradable,
- Le rechargement en carburant des engins s'effectuera hors périmètre de protection (PPI/PPR*),
- En cas d'épandage d'un produit polluant, les mesures nécessaires devront être prises immédiatement pour :
 - o enrayer l'origine du problème,
 - o confiner l'épandage et recouvrir la zone souillée de matériaux à très fort taux d'absorption
 - o avertir la collectivité bénéficiaire du présent arrêté et/ou les services de la Mairie, du Préfet et de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes,
 - o excaver les terres souillées sans délai et les mettre en réserve sur une bâche ou dans un container étanche à des fins d'expertise. Il conviendra d'évaluer les volumes des produits perdus et récupérés par excavation. Les terres et produits souillés seront ensuite évacués vers un centre de traitement agréé.
- Les déchets produits (chutes de canalisations, emballages, déchets divers, résidus de chaussée, ...) seront collectés et exportés vers un centre de traitement adapté. En aucun cas, ils ne seront enfouis sur le site,
- Les déchets végétaux (souches, troncs, émondes...) seront régulièrement évacués hors de l'emprise des périmètres de protection (PPI et PPR); *le brûlage sur site est interdit de même que l'utilisation de produits phytosanitaires,*
- Tout remblai sera effectué avec des matériaux naturels et inertes issus de l'excavation dans la mesure du possible,
- Dans la mesure du possible, la mise en place de boîtiers de raccordement est à éviter (câbles, poste de transformation, armoire).

A l'issue du chantier, il ne devra subsister aucune dépression du sol dans laquelle l'eau superficielle pourrait circuler, s'accumuler et s'infiltrer.

* **En cas de nécessité absolue**, il peut être toléré au sein des périmètres de protection rapprochée (PPR) :

- Le remplissage des engins sous réserve que les dispositions citées ci-après soient respectées;
 - le ravitaillement en carburant des engins se fera ponctuellement par un engin porteur (4X4 ou autre, pas de stockage sur site) présentant une benne d'étanchéité capable de contenir à minima les volumes transportés pour l'alimentation des engins.
 - le rechargement en carburant des engins s'effectuera sur aire sécurisée prévue à cet effet. La distribution s'effectuera au moyen d'une pompe et d'un "pistolet" de distribution muni d'un dispositif d'arrêt automatique évitant le débordement du réservoir. En aucun cas, il ne sera utilisé de jerrycan ou fûts divers pour le remplissage. Le transfert des hydrocarbures du porteur vers les engins sera fait obligatoirement conformément au protocole suivant : une personne à la pompe, une personne au réservoir, une ceinture absorbante autour du réservoir.
- Le dépannage des engins sous réserve d'implanter une aire étanche (géomembrane retroussée sur ses bordures et protégée du poinçonnement par du sable ou du gravier, matériaux qui seront évacués en fin de chantier). Afin de limiter le volume d'eau susceptible de se former sur cette aire, celle-ci sera bâchée hors période d'utilisation.
- Les engins seront stockés sur une aire étanche (bâche + couche de sable ou gravier évacuée en fin de travaux).

Le maître d'ouvrage du projet devra tenir informée l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et le bénéficiaire de ce présent arrêté de la date de début et de fin de chantier, au moins quinze jours avant la date effective.

Un suivi des travaux par un hydrogéologue sera mis en place, selon les travaux envisagés.

Le cas échéant, un suivi analytique de l'eau de la ressource en eau, sera réalisé par un laboratoire agréé (prélèvement et analyses). La mise en place de ce suivi se fera en concertation avec l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes. Les frais afférents seront à la charge du maître d'ouvrage des équipements ou du porteur de projet. Les résultats d'analyse seront envoyés, dès réception par le maître d'ouvrage à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes (un état initial devra être réalisé notamment sur les hydrocarbures).

A l'issue du chantier, des mesures devront être prises pour assurer un couvert végétal sur les zones mises à nu (réensemencement d'une prairie pour la mise en place ou la restauration d'un tapis naturel si nécessaire), aucun apport d'engrais chimiques ou organiques ne devra être réalisé.

En cas de rupture de l'alimentation en eau, le responsable « chantier » informera immédiatement le maître d'ouvrage du (des) captage(s) ou autre(s) installation(s) participant à la desserte en eau pour que celui-ci mette en œuvre, en lien avec les collectivités concernées, les mesures de traitement et/ou d'alimentation de secours nécessaires auprès des populations concernées.

ARTICLE 6 – Travaux

Délais des travaux

La collectivité procédera à compter de la date de la notification du présent arrêté, aux dispositions et aux travaux suivants :

Dans un délai d'un an:

- Etablir ou entretenir régulièrement la clôture des périmètres de protection immédiate à une hauteur de 1,5 mètre adaptée au contexte et constituée de matériaux résistants à la corrosion et solides. Le dispositif de clôture devra être adapté à une situation d'enneigement de la zone de captage et permettre, si nécessaire, son enlèvement pour éviter sa dégradation.
- La matérialisation du périmètre de protection immédiate devra être conçue pour empêcher le passage des hommes et des animaux et un portail d'une hauteur au moins égale à celle de la clôture devra être installé et fermé à clef. Un système d'identification adéquat sera installé sur le site afin de sensibiliser les usagers sur la protection de la ressource en eau ;
- Mettre en place une signalétique informant de l'existence des zones de protection rapprochées des captages, aux endroits stratégiques des différents périmètres, permettant de sensibiliser le public à la protection de la ressource en eau.
- Mettre en place une protection des trop plein par un système anti-intrusion type clapet.
- Nivellement des surfaces des périmètres de protection PPI afin de supprimer toute dépression favorisant l'infiltration des eaux de surface (captage La Marue, le Lavoir, Pallayes Est et Pallayes Ouest).
- Captage La Garde : Remise en état ou remplacement de la porte d'accès, en veillant à ce qu'elle soit étanche selon les préconisations générales ci-dessus.

Dans un délai de 3 ans :

- Mise en place de fossés régulièrement entretenus afin de canaliser les eaux de surface et les évacuer à l'aval du périmètre PPI (captage La Marue, le Lavoir et Pallayes Est) ;
- Mise en place de drain souterrain afin d'assainir toutes les zones de stagnation d'eau de surface. Les bouches de décharges des réseaux de drainage devront impérativement être situées en aval des zones drainées (captage La Marue, le Lavoir, Pallayes Est et Pallayes Ouest) ;
- Captage les Montilles : construction d'un regard de captage plus proche du drain ;
- Captage Sous les Fayards :
 - o CD11, le bénéficiaire du présent arrêté se rapprochera du gestionnaire des voies de communication pour préciser les mesures envisagées dans le cadre de la préservation de la ressource en eau. Les travaux à réaliser sont à la charge du bénéficiaire du présent arrêté,
 - o Réalisation d'un fossé en contrebas de la chaussée. Il devra collecter les eaux de ruissellement et les évacuer en dehors du versant direct du PPI.
- Captage l'Estival :
 - o Réalisation d'un merlon de terre le long de la piste à l'amont du PPI

- Condamnation de la recoupe en terre (merlons de terre)
- Busage des écoulements depuis le chemin creux
- Reprise du fossé en rive droite de la piste vers l'Estival.

- Captage La Garde :

- Sablage et lavage du regard intérieur, avec reprise de l'étanchéité intérieure de l'ouvrage, le cas échéant
- Pose d'une grille amovible pour une protection anti-moustique sur le départ de la vidange

- Captage Dansadour :

- Sablage et lavage du regard intérieur (notamment la chambre de décantation), nettoyage du regard à l'extérieur (enlever les mousses), avec reprise de l'étanchéité intérieure de l'ouvrage, le cas échéant
- Pose d'une grille amovible pour une protection anti-moustique sur le départ de la vidange/trop-plein ;
- Vérification de l'état de la crépine et nettoyage, voire remplacement de la pièce le cas échéant selon préconisations générales ci-dessus
- Le cas échéant, renforcement de la ventilation de l'ouvrage pour réduire le phénomène de condensation

Dans un délai de cinq ans :

- Pour toutes les unités de distribution (alimentées par les ressources visées par le présent arrêté), de moins de 500 habitants, ayant une eau agressive ne bénéficiant pas d'un traitement de neutralisation-reminéralisation, une étude complémentaire devra être réalisée pour définir un plan d'action global, afin d'apporter des solutions techniques adaptées permettant d'atteindre les limites et références de qualité aux points de mise en distribution, notamment sur l'agressivité de l'eau. La collectivité établira le calendrier de mise en œuvre des solutions retenues.

La mise en place d'un traitement de l'agressivité de l'eau doit s'accompagner, à l'aval, d'une étape de désinfection avant la mise en distribution.

6.2 Maintien en bon état des installations : critères

Les ouvrages de captage doivent se conformer aux dispositions notifiées par l'arrêté interministériel du 11/9/2003 modifié relatif à la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique.

Les ouvrages de captage, de stockage, et autre ouvrage de transit (hors canalisation) doivent être maintenus en bon état et restés fonctionnels selon les modalités suivantes :

- ➔ Les ouvrages doivent être conçus ou aménagés de façon à ce qu'ils puissent être accessibles à l'intérieur et permettre un entretien aisé ;

- ➔ Ils seront équipés d'une échelle de descente si nécessaire. Elle devra être scellée. Un garde-fou ou autre dispositif sera installé si besoin pour assurer la sécurité.
- ➔ Les dispositifs d'accès doivent être en bon état, étanches (joints d'étanchéité) et fermant à clef ;
- ➔ Les ouvrages doivent être étanches aux pollutions extérieures notamment aux infiltrations d'eaux parasites (*génie civil, margelle au niveau de l'accès ou seuil de porte...*) ;
- ➔ Ils seront rendus étanches vis-à-vis de la pénétration d'insectes et d'animaux indésirables (grilles moustiquaires sur les aérations, joints d'étanchéité sur les ouvertures, ...);
- ➔ Les ouvrages doivent être suffisamment ventilés,
- ➔ Chaque ouvrage doit disposer d'une vanne d'isolement ou autre dispositif similaire pour assurer sa mise hors service, le cas échéant.

De plus pour les regards de captage :

- ➔ La conduite de départ du captage doit être équipée d'une crépine.
- ➔ Le cas échéant, chaque tête de drain doit être matérialisée par une borne haute.

De plus pour les ouvrages munis d'un bac de décantation ou cuve de réserve :

- ➔ Les ouvrages doivent comporter un dispositif de vidange, situé au point le plus bas du fond de la cuve de réserve ou du bac de décantation, et un dispositif de trop-plein au besoin.

Le dispositif d'évacuation du trop-plein/vidange doit être conçu de façon à éviter l'obstruction de la conduite, rejet dans le milieu naturel par surverse dans la mesure du possible. Le sol de l'orifice extérieur du trop-plein/vidange doit être dégagé, par exemple sur une butée maçonnée (*). L'orifice ne doit pas se mettre en charge et l'eau doit s'évacuer ensuite facilement. L'émissaire et ses abords seront régulièrement entretenus.

La conduite de trop-plein/vidange doit être équipée d'un dispositif anti-intrusion pour les animaux et insectes indésirables, tout en veillant à maintenir une prise d'air protégée permettant la ventilation de l'ouvrage.

La sortie trop-plein/vidange dans le milieu naturel doit être signalée par des bornes hautes et protégée, au besoin, pour éviter une dégradation du dispositif par piétinement des animaux - passage d'engins, par exemple (mise en place d'une clôture ou autre dispositif).

(*) En cas d'alimentation d'un abreuvoir ou de tout autre dispositif (réserve, bac) par le trop-plein/vidange provenant du captage ou du réservoir (ou autre ouvrage participant à la desserte AEP) :

Le système sera conçu de manière à assurer une disconnexion totale entre celui-ci et les installations participant à la desserte en eau du réseau public ou à son fonctionnement ; alimentation d'un abreuvoir par surverse totale par exemple. Le conduit doit être fixe en sortie, au besoin par un système scellé à demeure.

Le cas échéant, en cas d'absence ou d'état défectueux, réfection ou remplacement des pièces de vantellerie corrodées, remplacement des pièces hydrauliques et équipements manquants ou en mauvais état (crépine, robinet de prélèvement, vanne manuelle, joint d'étanchéité etc.).

Les travaux de réfection des ouvrages et le raccordement au(x) réseau(x) d'adduction se feront avec des matériaux et produits agréés pour l'usage de l'eau potable.

Un réservoir doit être conçu et exploité de manière à éviter une stagnation prolongée de l'eau d'alimentation et la création de « zones mortes » dans la cuve pour éviter une dégradation de la qualité de l'eau y séjournant.

Le cas échéant, la capacité de réserve doit pouvoir être modulée en fonction des besoins suivant les périodes de l'année pour assurer un taux de renouvellement de l'eau suffisant et éviter une rupture d'alimentation.

Il doit être procédé à l'identification, au moyen d'un dispositif à demeure :

- ➔ des ouvrages (*nom et autre signe distinctif au besoin*) ;

→ des canalisations (*différentiation des drains - origine ou provenance de l'eau - destination - eau brute ou traitée - autre élément au besoin*).

6.3 – Mesures de précaution par rapport au risque de l'ambroisie

L'Arrêté Préfectoral 19-01047 du 15 juin 2019 prescrit la destruction obligatoire de l'Ambroisie (plante invasive au pollen très allergisant) dans le département du Puy-de-Dôme. Les travaux de terrassement, l'aménagement des espaces verts, l'entretien des terres et des abords des domaines privés et publics doivent intégrer la gestion des moyens pour lutter contre cette plante.

Les mesures de protection adéquates seront donc prises pour éviter la prolifération de l'ambroisie, notamment lors de l'apport de matériaux argilo-sableux préconisé pour l'établissement des périmètres de protection immédiate ou autres travaux autorisés.

ARTICLE 7 – Droits des tiers et indemnisation

Les droits des tiers sont et demeurent réservés. La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Conformément à l'article L.1321-3 du Code de la Santé Publique, les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. En cas de désaccord sur le montant, le juge de l'expropriation doit être saisi. L'indemnisation pouvant être liée à la mise en place des servitudes des terrains sis dans les périmètres de protection rapprochée est à la charge de la collectivité bénéficiaire du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Installations, ouvrages, travaux ou activités

A compter de la date du présent arrêté, tout propriétaire qui voudrait apporter une quelconque modification à ses installations, ouvrages ou dépôts situés dans les périmètres de protection rapprochée ci-avant définis, devra faire connaître son intention au préfet (par délégation, à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes), en précisant notamment les caractéristiques de son projet ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques de pollution éventuelle et devra fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9 – Modalités de la distribution de l'eau et suivi de la qualité de l'eau

La collectivité veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution. L'exploitant s'assure du maintien en permanence de la qualité de l'eau, notamment par des opérations régulières de surveillance et de maintenance des installations et par ses propres analyses.

Des robinets de prélèvement facilement accessibles doivent être installés au niveau du (des) captage(s) et du (des) réservoir(s) au besoin et après traitement afin de réaliser le suivi analytique de l'eau mise en distribution. Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons: hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle ;
- le flambage du robinet ;
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

Toutes les interventions (entretien courant, réparations, auto-contrôles...) devront être consignées dans un fichier sanitaire tenu à disposition des services de contrôle. L'exploitant doit tenir à jour également un registre d'exploitation et les plans et synoptiques des installations (captages, réservoirs, canalisations...).

Les résidus et produits résultant du process de traitement feront l'objet le cas échéant des dispositions adaptées pour leur prise en charge, en vue de leur évacuation, afin de ne pas contaminer l'environnement et les eaux.

Si une évolution défavorable et notable de la qualité des eaux brutes est observée, la recherche des causes de contamination doit être entreprise et les mesures de prévention mises en place.

Tout dépassement significatif d'une limite ou référence de qualité des eaux peut entraîner la révision de la présente autorisation. Des traitements complémentaires pourront être imposés, ou l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine pourra être suspendue.

En application de l'article R 1321-11 du Code la Santé Publique, toute modification des installations doit faire l'objet, dans les plus brefs délais, d'une déclaration accompagnée d'un dossier descriptif auprès du préfet (par délégation, à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes).

ARTICLE 10 – Comptage de l'eau

La collectivité doit être en mesure de fournir tout élément concernant la production pour chaque point d'eau (compteurs généraux aux captages et/ou aux réservoirs) et la consommation de l'eau, chez les abonnés et dans les établissements communaux, sur chacun des secteurs identifiés du réseau, en application du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les registres correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

L'exploitant communique à la Direction Départementale des Territoires (DDT), dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile :

- les valeurs des volumes prélevés mensuellement sur l'année civile comme demandé à l'article 6 de ce présent arrêté;
- les incidences d'exploitation rencontrés ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.

La collectivité doit veiller à limiter les prélèvements à ses stricts besoins pour limiter les impacts sur le milieu.

ARTICLE 11 – Contrôle du présent arrêté

Le bénéficiaire de l'arrêté veille au respect de son application et est chargé du contrôle de la mise en œuvre des prescriptions et servitudes instituées.

Les agents des services de l'Etat et l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes (par délégation), chargés du contrôle, ainsi que les agents du laboratoire mandatés pour le contrôle sanitaire des eaux, ont constamment libre accès aux installations autorisées.

L'agence Régionale de Santé est chargée, par délégation, au titre de la police sanitaire, du contrôle de la qualité de l'eau et des installations de captage, de production et de distribution.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) est chargée, au titre de la police de l'eau, du contrôle du volume prélevé, du contrôle du débit dérivé et du débit réservé dans le cas de prélèvement en eaux superficielles.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à la disposition des services de contrôle, le fichier sanitaire et le registre d'exploitation.

ARTICLE 12 – Notification, publicité de l'arrêté et publication des servitudes

Le présent arrêté, annexé des états et des plans parcellaires, sera transmis au demandeur en vue :

- de sa mise en œuvre ;
- de la notification des servitudes qui grèvent les terrains à chaque propriétaire intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Une mention de l'arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Le présent arrêté sera affiché en mairie des communes de Médeyrolles, de Saint-Alyre-d'Arlanc et de Novacelles pendant une durée minimale de deux mois (un procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins du maire de la commune concernée). Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux par les soins du Préfet.

Conformément au Code de l'Expropriation, la notification individuelle du présent arrêté sera faite **sans délai** aux propriétaires et usufruitiers des terrains compris dans les périmètres de protection par lettre-recommandée avec accusé de réception. Le bénéficiaire de l'autorisation préfectorale est chargé d'effectuer ces formalités. Après notification qui leur sera faite, les propriétaires sont tenus eux-mêmes d'assurer la transmission en tout ou partie des dispositions de l'arrêté aux personnes concernées par l'application du dit arrêté.

De plus, conformément au Code de l'Urbanisme (article L.153-60), les servitudes instituées dans les périmètres de protection définis dans le présent arrêté seront reportées au plan des servitudes d'utilité publique du plan local d'urbanisme ou de la carte communale de la commune concernée (ou aux documents d'urbanisme de la commune concernée), en vue d'être opposées à des demandes d'occupation du sol, dans un délai maximal de 3 mois, à compter de la date du présent arrêté.

Le bénéficiaire du présent arrêté transmet au Préfet (par délégation à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes) dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection;
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 13 – Délais et droits des tiers

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme, 18, Boulevard Desaix, 63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- bureau EA2, 14 avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6, Cours Sablon – 63000 Clermont-Ferrand), également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Cette saisine du tribunal administratif peut se faire par la voie de l'application « telerecours citoyen » sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 14 – Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, conformément à l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

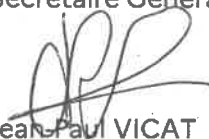
ARTICLE 15 – Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,
Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Haut Livradois,
Le Maire de Médeyrolles,
Le Maire de Saint-Alyre-d'Arlanc,
Le Maire de Novacelles,
La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes,
Le Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,
Le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme, et dont copie sera adressée :

Au Président du Conseil départemental du Puy-de-Dôme,
Au Directeur de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
Au Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt (Service Régional de Protection des
Végétaux) d'Auvergne-Rhône-Alpes,
Au Président de la Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme,
Au Directeur territorial de l'ONF Centre Ouest Auvergne Limousin,
Au Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière d'Auvergne-Rhône-Alpes (CRPF).

Fait à Clermont-Ferrand, le 27 FEV, 2024
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Jean-Paul VICAT

LISTE DES ANNEXES :

Annexe I : Etats parcellaires

Annexe II : Plans parcellaires

ETATS PARCELLAIRES

Annexe I de l'arrêté préfectoral N° 20240357 du 27/02/2024

AUTORISANT
la distribution au public
d'eau destinée à la consommation humaine et
le prélèvement au titre du code de l'environnement

DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE
la dérivation des eaux souterraines,
l'instauration des périmètres de protection du point d'eau et les travaux correspondants

Nom du captage ou point de prélèvement	Code BRGM	Code Sise-eaux	Périmètres de protection	Références Avis de l'hydrogéologue agréé
LA GARDE	07437X0005	63000539	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
DANSADOUR	07437X0065	63003964	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
LA MARUE	07437X0078	63003965	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
LE LAVOIR	07437X0004	63000537	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
SOUS LE FAYARD	07437X0064	63000538	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
JOUVET	07437X0003	63000536	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
L'ESTIVAL	07437X0002	63000535	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 et septembre 2021 M. Marc CHALIER
PALLAYES OUEST	07671X0047	63000767	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
PALLAYES EST	07671X0048	63000769	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER

LES MONTILLES	07671X0003	63000768	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
BOYER 1	07435X0027	63000590	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
FORAGE DE NOVACELLES		63007357	immédiate et rapprochée	Avis de février 2018 M. Marc CHALIER



SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU HAUT LIVRADOIS

PLANS PARCELLAIRES

Annexe II de l'arrêté préfectoral N° 2024.0357 du 27/02/2024

AUTORISANT
la distribution au public
d'eau destinée à la consommation humaine et
le prélèvement au titre du code de l'environnement

DÉCLARANT D'UTILITÉ PUBLIQUE
la dérivation des eaux souterraines,
l'instauration des périmètres de protection du point d'eau et les travaux correspondants

Nom du captage ou point de prélèvement	Code BRGM	Code Sise-eaux	Périmètres de protection	Références Avis de l'hydrogéologue agréé
LA GARDE	07437X0005	63000539	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
DANSADOUR	07437X0065	63003964	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
LA MARUE	07437X0078	63003965	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
LE LAVOIR	07437X0004	63000537	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
SOUS LE FAYARD	07437X0064	63000538	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
JOUVET	07437X0003	63000536	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
L'ESTIVAL	07437X0002	63000535	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 et septembre 2021 M. Marc CHALIER
PALLAYES OUEST	07671X0047	63000767	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
PALLAYES EST	07671X0048	63000769	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER

LES MONTILLES	07671X0003	63000768	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
BOYER 1	07435X0027	63000590	immédiate et rapprochée	Avis de février 2003 M. Marc CHALIER
FORAGE DE NOVACELLES		63007357	immédiate et rapprochée	Avis de février 2018 M. Marc CHALIER



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maitre d'œuvre:
 ZI du Birizat
 80 rue Louis Blériot
 CS 60402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tel: +(33) 4 73 80 35 14
 Fax: +(33) 4 73 80 30 08

Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages

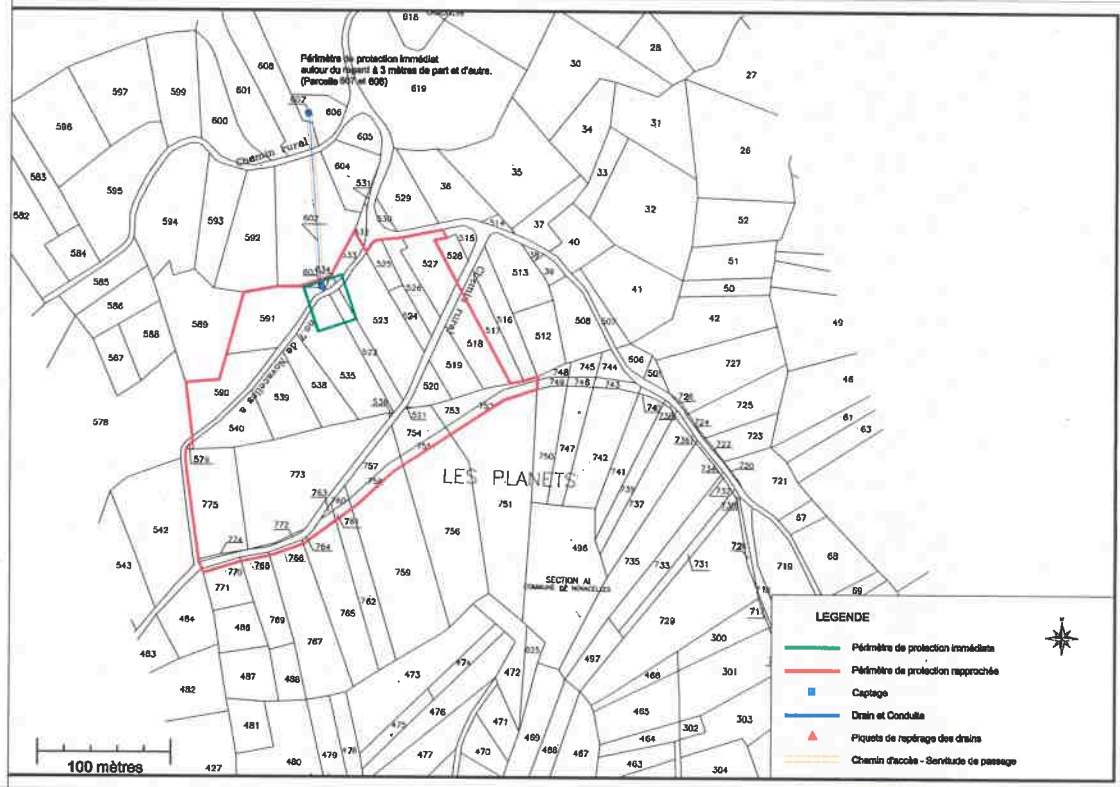
" BOYER 1 "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	05.2020	Modification	OB	PV	-

Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\EEA_LOCAUX\FAIRES\2013\CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 27\DESSINTOPO_CADASTRE\Captage Boyer1



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maire d'origine
 21 du Brézet
 50 rue Louis Blériot
 CS 50402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tél: +(33) 4 73 60 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " DANSADOUR "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020		AF	PV	
1	05.2020	Modification	OB	PV	

Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\NEA_1\CAFFAIRES\2013\CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 Z:\GEOSINTOPO_CADASTRE\Captage de Dansadour



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS

Maitre d'œuvre:
 **egis**
 ZI du Bézart
 63 rue Louis Bérlioz
 CS 89402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tél: +(33) 4 73 60 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

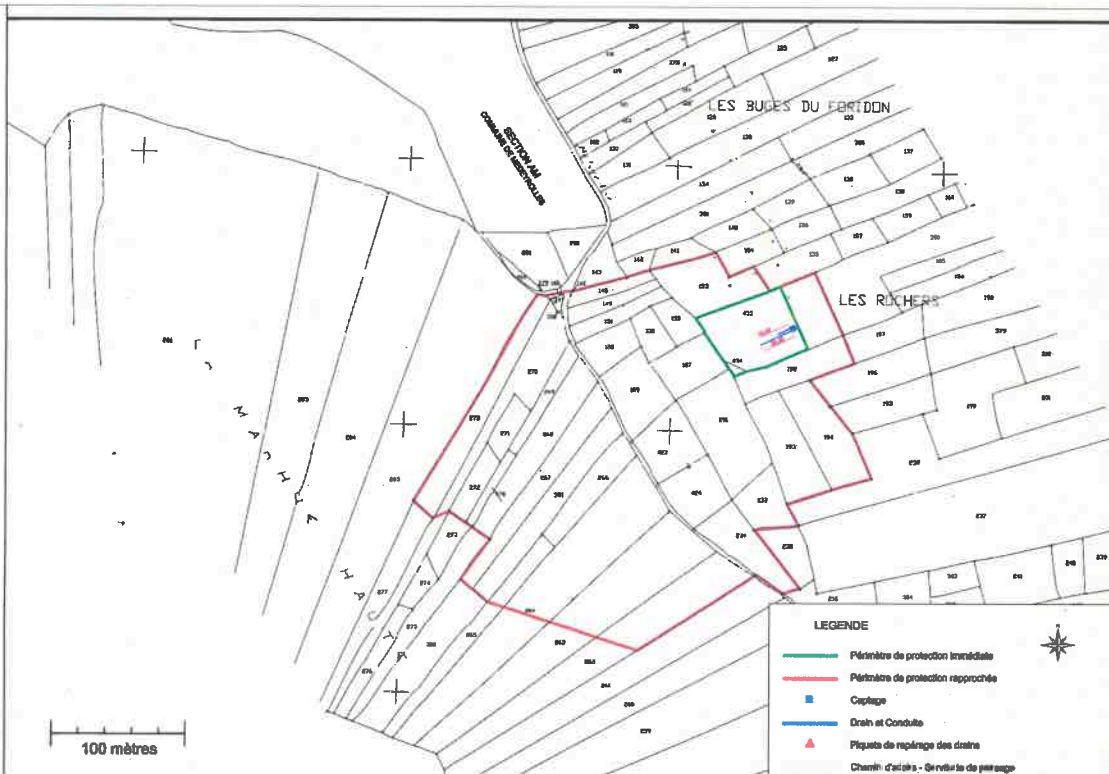
**Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " JOUVET "**

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	
1	05.2020	Modification	OB	PV	

**Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée**

Echelle:	Formet:	Numéro du plan:	Planse	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 610 K	3

Emplacement du fichier: &NINEA_L\CAFFAIRE\2019\CLM 32 610 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 27\DESSIN\TOPO_CADASTRE\Captage Jouviet



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS

Maître d'œuvre:
 **egis**
 ZI du Brézet
 80 rue Louis Blériot
 CS 80402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex 2
 Tel: +(33) 4 73 80 35 14
 Fax: +(33) 4 73 80 30 08

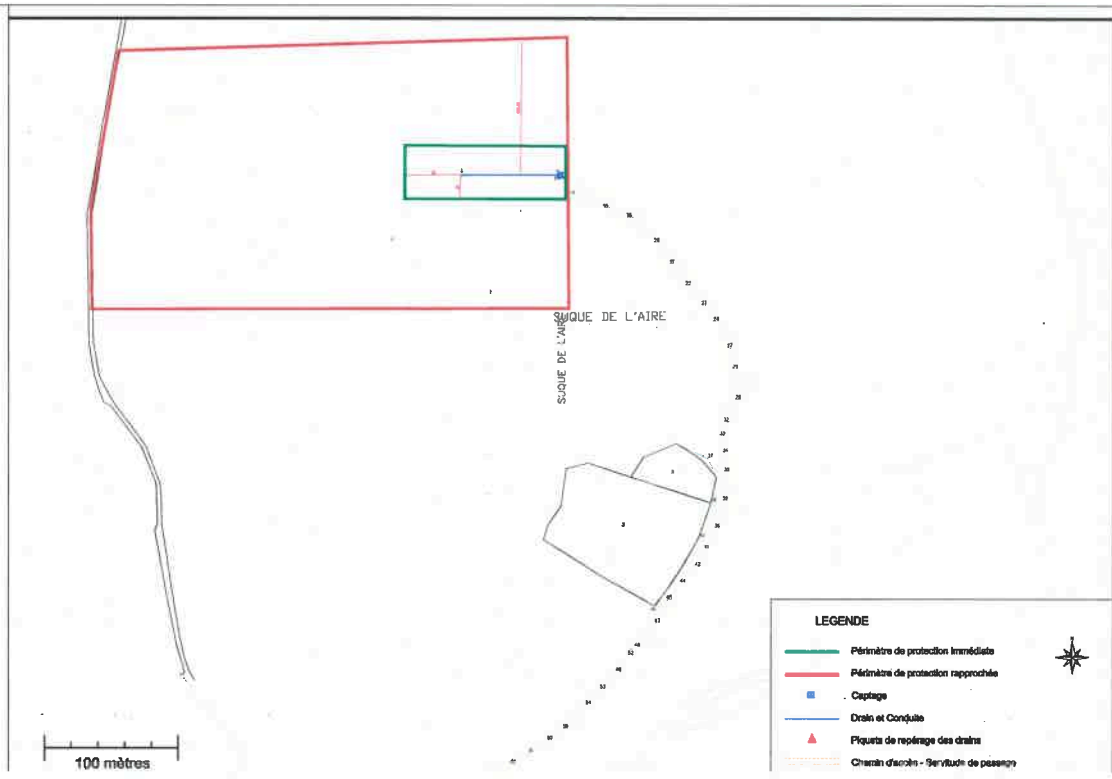
**Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages**
 " LA GARDE "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	05.2020	Modification	OB	PV	-

Dossier d'enquête parcellaire
Plan parcellaire des périmètres de protection
Périmètres de protection Immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\EEA_L\CAFFAIRE\2013\CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 PRÉSENTATION CADASTRE/Captage La Garde



LEGENDE

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Captage
- Drain et Conquête
- ▲ Figuets de repérage des drains
- - - Chemin d'accès - Servitude de passage

Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maitre d'œuvre:
 ZI du Sicaud
 50 rue Louis Bléret
 CS 50402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tél: +(33) 4 73 50 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

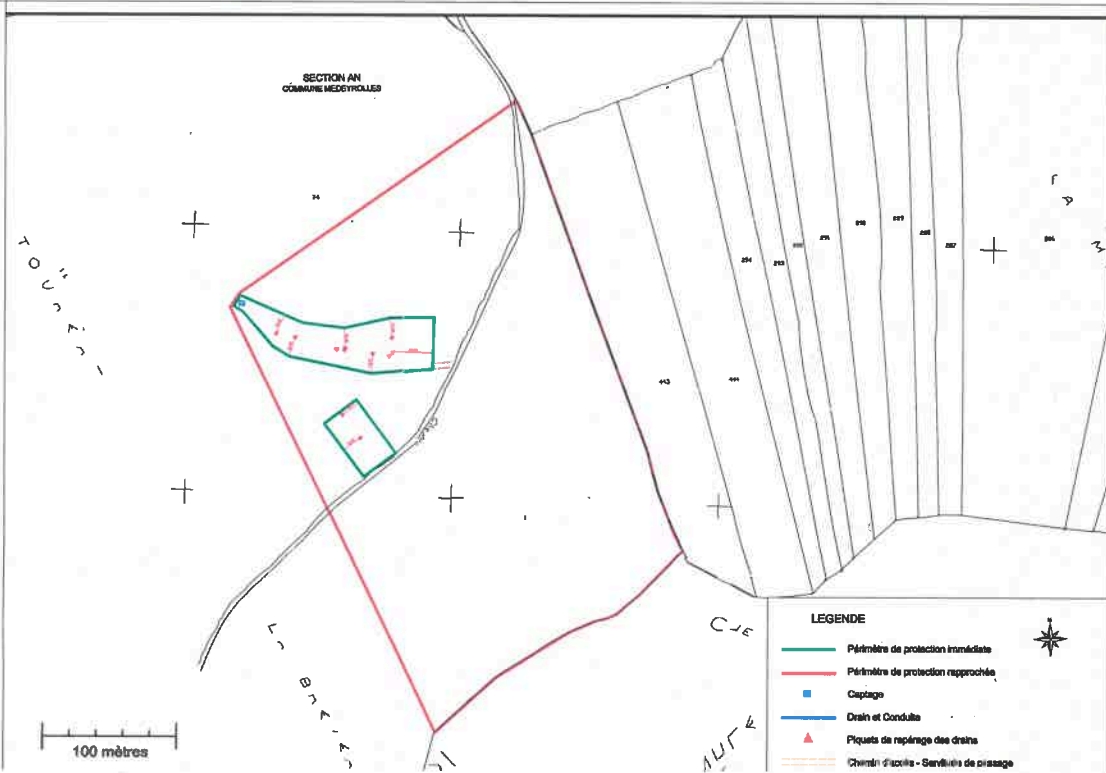
Procédure de mise en place des périmètres de protection des captages
" LA MARUE "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Véifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	05.2020	Modification	AH	PV	-


Dossier d'enquête parcellaire
Plan parcellaire des périmètres de protection
Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 816 K	1

Emplacement du fichier: S:\EIA_LCA\FAIRES\2019\CLM 32 816 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 J:\DCE\554\TOPO_CADASTRE\Captage la marue



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS

Maître d'œuvre:
 **egis**
 ZI du Bèzet
 60 rue Louis Bèriot
 CS 60402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex 2
 Tél: +(33) 4 73 60 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 06

Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " LE LAVOIR "

Indice	Date	Description	Dossier Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	
1	05.2020	Modification	OB	PV	

Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\EIA_LC\FAIFRES\2013\CLM 32 616 K SIAEP H HAUT LIVRADOIS DUP 13
 270558\TOPO_CADASTRE\Captage Le Lavoir



- LEGENDE**
- Périmètre de protection immédiate
 - Périmètre de protection rapprochée
 - Captage
 - Drain et Conduite
 - ▲ Piquets de repérage des drains
 - Chemin d'exploitation / Servitude de passage

Département du Puy de Dôme

SIAEP DU HAUT LIVRADOIS

Maitre d'œuvre:



ZI du Débat
60 rue Louis Blériot
CS 50402
63017 CLERMONT FERRAND cedex2
Tel: +(33) 4 73 60 35 14
Fax: +(33) 4 73 60 30 08

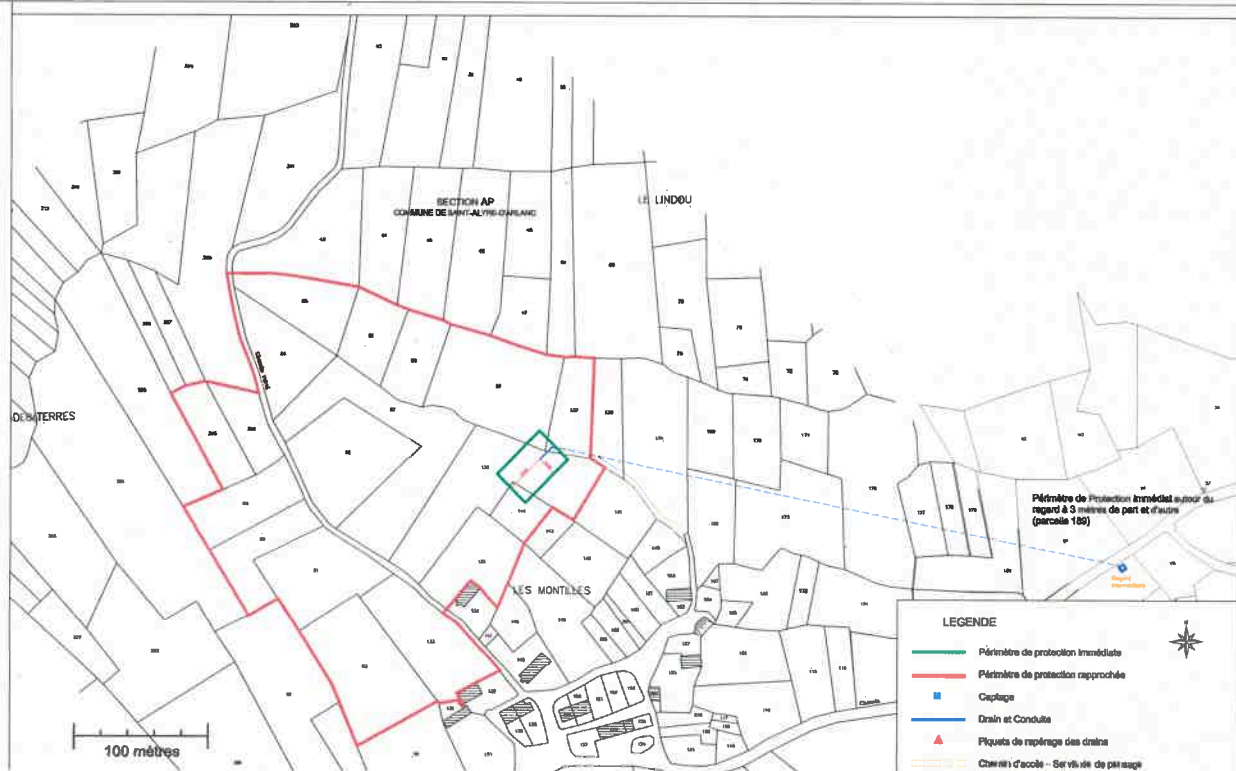
Procédure de mise en place des périmètres de protection des captages " LES MONTILLES "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	
1	05.2020	Modification	OB	PV	

Dossier d'enquête parcellaire Plan parcellaire des périmètres de protection Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 816 K	1

Emplacement du fichier: S:\SEA_L\CAFFAIRES\2013\CLM 32 816 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13 27\DESIGN\TOPO_CADASTRE\Captage Les Montilles



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maître d'œuvre:
 ZI du Brizat
 80 rue Louis Blériot
 CS 69402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tél: +(33) 4 73 60 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

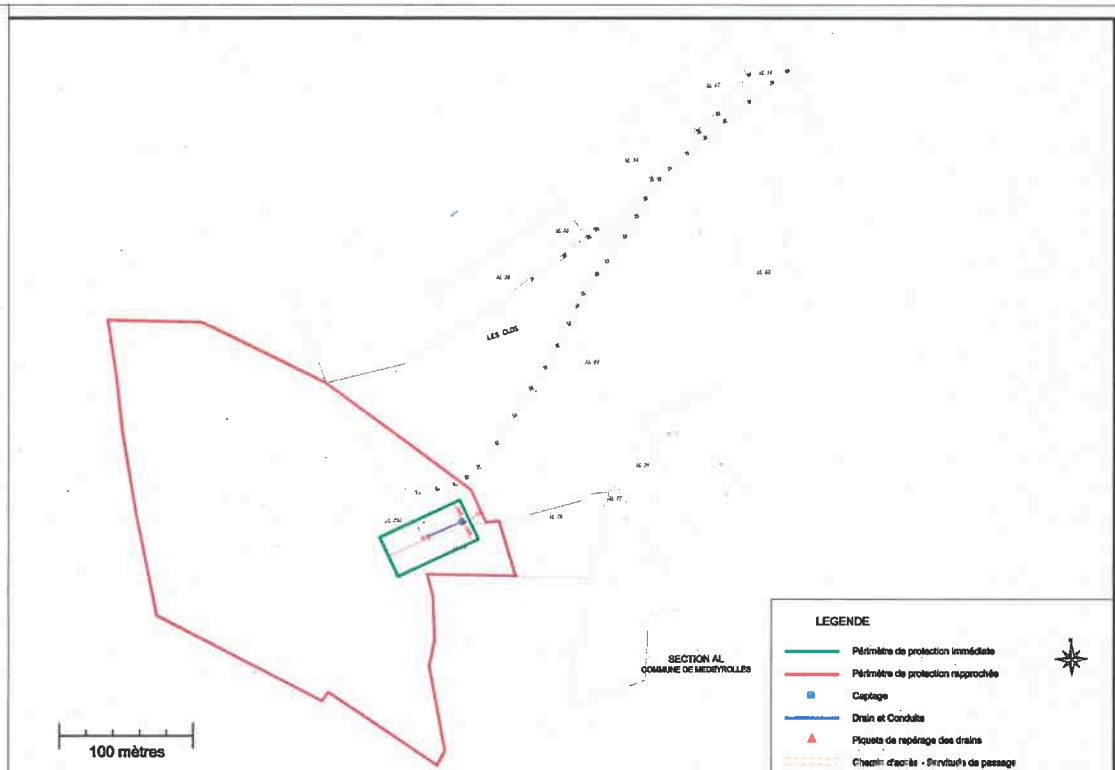
Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " L'ESTIVAL "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Véifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	
1	05.2020	Modification	OR	PV	

Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\EEA_LQ\AFFAIRE\2013\CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 27/05/2020\CADASTRE\Captage de l'Estival\Captage L'Estival V1.dwg



LEGENDE

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Captage
- Drain et Conduite
- ▲ Piquets de repérage des drains
- - - Coteau d'acrotis - (servitude) de passage

Département du Puy de Dôme

SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maire d'œuvre:
ZI du Grézat
80 rue Louis Blériot
CS 50402
63017 CLERMONT FERRAND cedex2
Tél: +(33) 4 73 60 33 14
Fax: +(33) 4 73 60 30 06

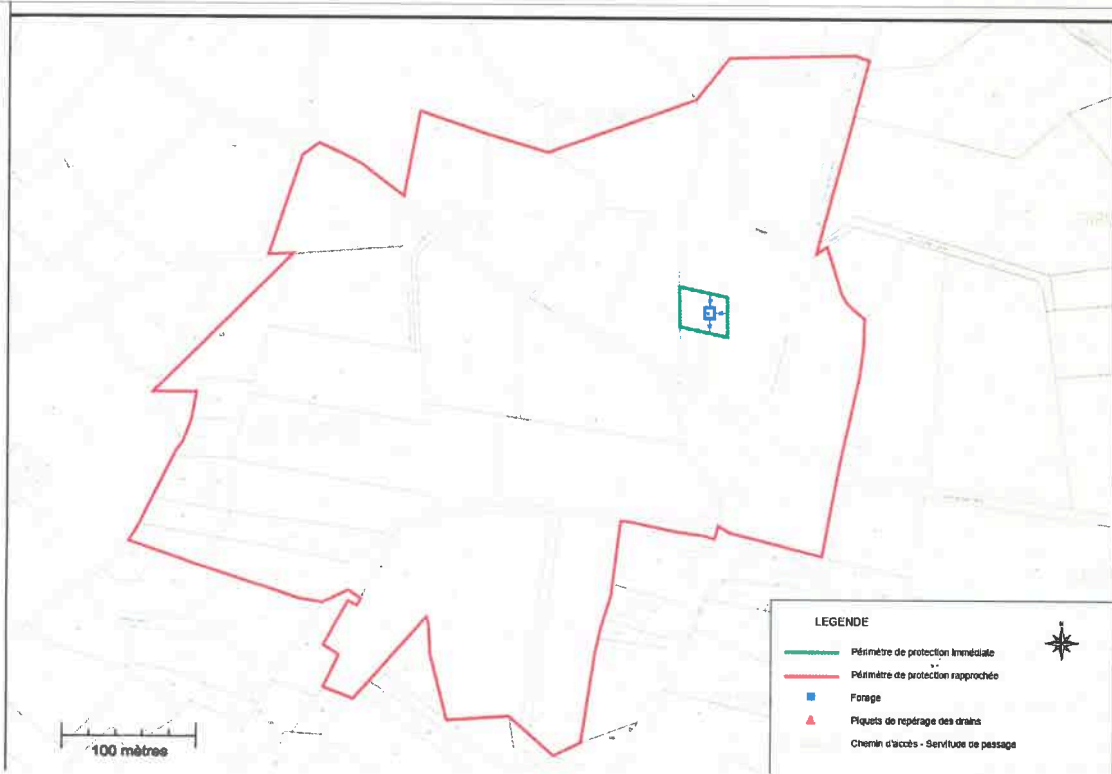
Procédure de mise en place des périmètres de protection des captages " NOVACELLES "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	06.2020	Modification	OB	PV	-

Dossier d'enquête parcellaire Plan parcellaire des périmètres de protection Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\EEA_LC\AFFAIRES\2019\CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
Z:\GEBBINTORD_CADASTRE\Forage de Novacelles



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRADOIS



Maître d'œuvre:
 ZI du Brizat
 5D rue Louis Blériot
 CS 80402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tel: +33(0)4 73 60 35 14
 Fax: +33(0)4 73 60 30 08

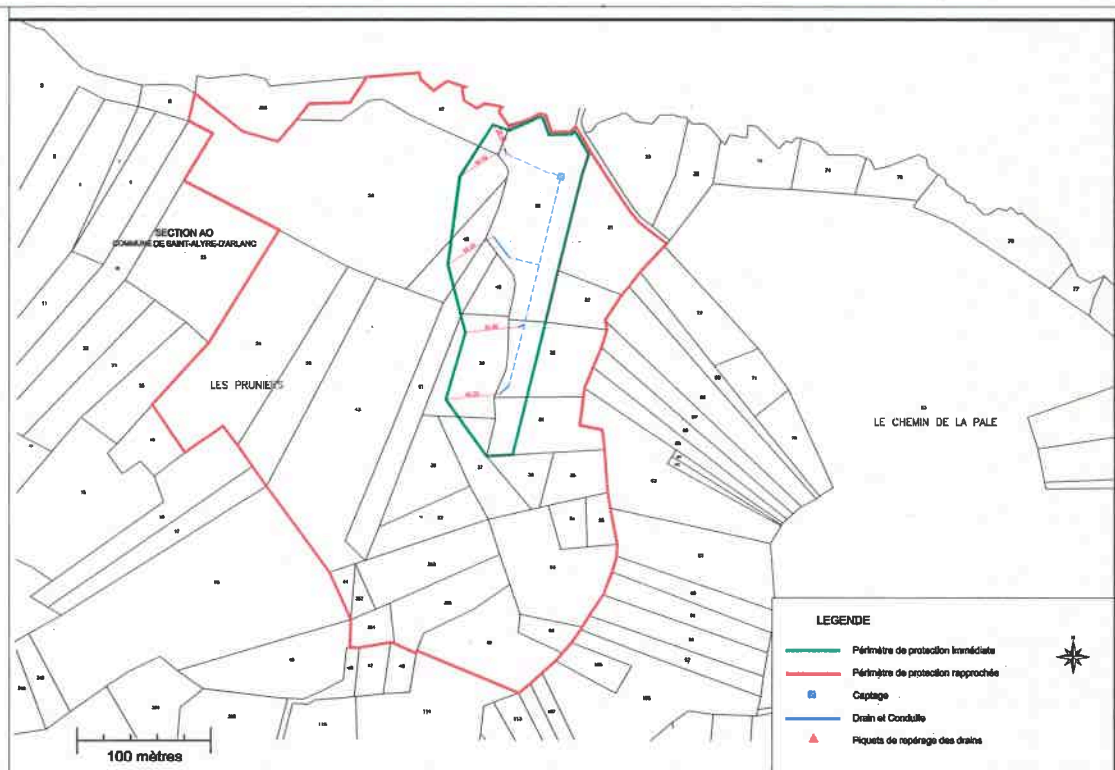
**Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " PALLAYES EST "**

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Véifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	09.2020	Modification	OB	PV	-

**Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection Immédiate et rapprochée**

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du plan: S/NEEA_LCAFFAIRES/2013/CLM 32 616 K SIAEP H LIVRADOIS DUP 13
 Z/DESIGN/TOPO_CADASTRE/Captage de Pallayes Est



LEGENDE

- Périmètre de protection Immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Captage
- Drain et Conduite
- ▲ Riquets de repérage des drains



100 mètres

Département du Puy de Dôme
SIÆP DU HAUT LIVRADOIS

Maitre d'œuvre:  ZI de Brézet
 50 rue Louis Diderot
 CS 85402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tel: +(33) 4 73 60 35 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

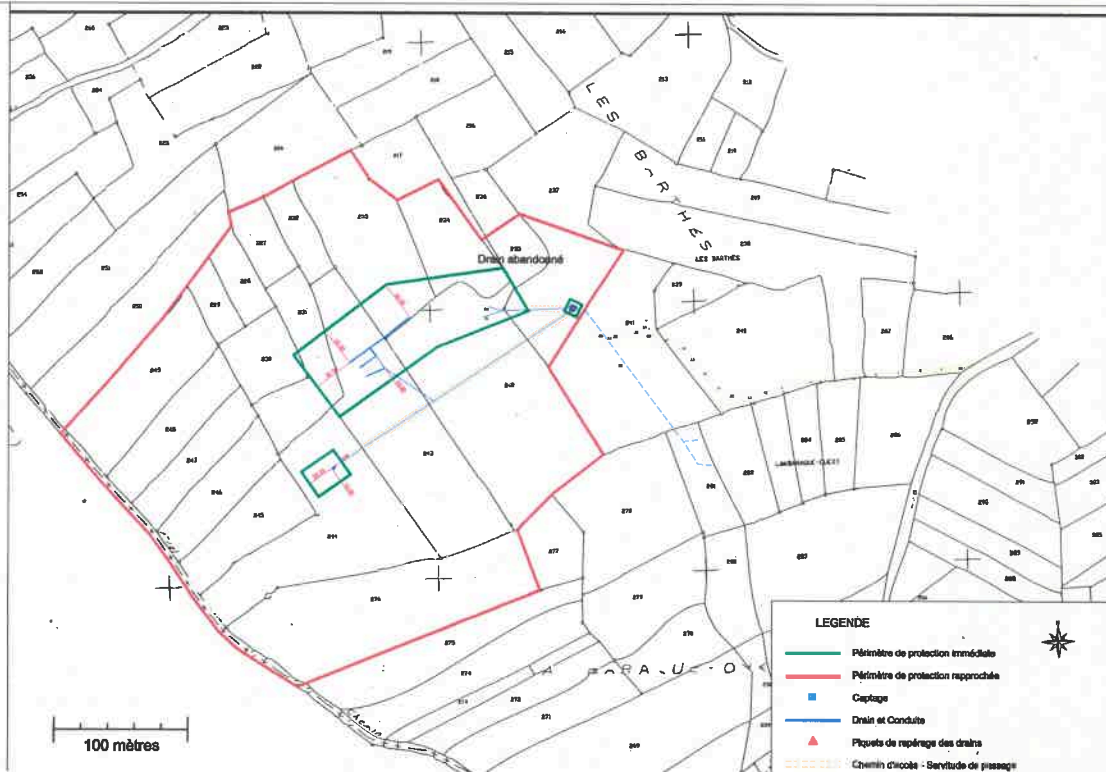
Procédure de mise en place des périmètres
 de protection des captages
 " PALLAYES OUEST "

Indice	Date	Description	Dessiné Etat	Vérifié	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	06.2020	Modification	OB	PV	-

Dossier d'enquête parcellaire
 Plan parcellaire des périmètres de protection
 Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Noméro	Indice
1/2000					CLM 32 616 K	1


Emplacement du fichier: S:\EIA_LCAFFAIRES\2013\CLM 32 616 K SIÆP H LIVRADOIS DUP 13
 27DEC2010\TOPO_CADASTRE\Captage de Pallayes Ouest



100 mètres

LEGENDE

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Captage
- Drain et Conduite
- ▲ Piquets de repérage des drains
- - - Chemin d'icône - Servitude de passage



Département du Puy de Dôme
SIAEP DU HAUT LIVRAISOIS

Maitre d'oeuvre:
 23 du Brézet
 80 rue Louis Bleriot
 CS 60402
 63017 CLERMONT FERRAND cedex2
 Tel: +(33) 4 73 60 95 14
 Fax: +(33) 4 73 60 30 08

Procédure de mise en place des périmètres de protection des captages " SOUS LES FAYARDS "

Indice	Date	Description	Dessiné Etabli	Vérité	Approuvé
2	12.2020	Modification	AF	PV	-
1	05.2020	Modification	OB	PV	-

Dossier d'enquête parcellaire
Plan parcellaire des périmètres de protection
Périmètres de protection immédiate et rapprochée

Echelle:	Format:	Numéro du plan:	Phase	Type	Numéro	Indice
1:2000					CLM 32 616 K	1

Emplacement du fichier: S:\SEA_L\CAFFAIRES\201\SCLN 32 616 K SIAEP H LIVRAISOIS DUP 13
 Z:\DESSIN\TOPO_CADASTRE\Captage Sous les Fayards

